

Autriche : pourquoi le Chancelier a démissionné

Depuis la déroute au premier tour de la présidentielle, les jours de Wolfgang Faymann étaient comptés. Il paie une gestion erratique de la crise des réfugiés et la poussée de l'extrême-droite.

Vienne.
De notre correspondante

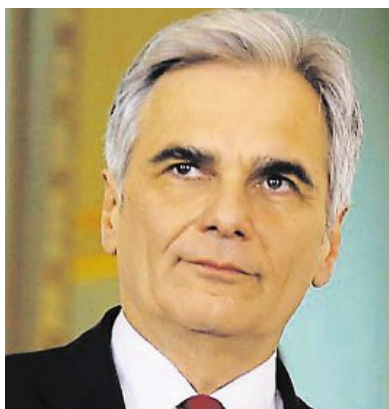
Serait-il le premier leader européen à tomber dans la foulée de la crise des réfugiés ? Six mois après avoir accueilli 90 000 migrants, deux semaines après la claque électorale infligée au parti qu'il dirige, et une semaine après s'être fait huer par les militants de son camp, le chancelier autrichien rend le tablier. Werner Faymann, 56 ans, a fait savoir, hier matin, qu'il démissionnait de ses fonctions à la tête du gouvernement et du Parti social-démocrate (SPÖ).

Son départ était prévisible. Le 24 avril, son parti a subi un échec cuisant au premier tour de l'élection présidentielle, puisque son candidat Rudolf Hundstorfer a obtenu moins de 12 % des voix. Résultat : son par-

ti s'apprêtait, en toute logique, à le limoger lors d'une réunion hier après-midi. Il a préféré prendre les devants.

Pro puis anti-refugiés

Werner Faymann dirigeait l'Autriche depuis 2008, et son mandat courait jusqu'en 2018. Or, non seulement son pays voit le chômage augmenter à 5,7 % - l'Autriche n'est plus le pays de l'UE au plus bas taux de chômage - mais surtout, sa volte-face vis-à-vis des réfugiés a fortement déplu. Il a d'abord accueilli à bras ouverts 90 000 demandeurs d'asile l'an dernier, et a laissé plus de 700 000 migrants fouler le sol autrichien en transit vers le nord de l'Europe. Puis, sentant la peur et colère des Autrichiens enfler, il s'est transformé en ardent défenseur des quotas de réfugiés et des barrières anti-migrants.



Wolfgang Faymann a été poussé vers la sortie, y compris dans son camp.

Résultat, il n'a fait que des déçus. Mais ce n'est pas tout. « Faymann était déjà très critiqué, bien avant la crise des réfugiés. Les Autrichiens

l'accusaient de ne pas mener les réformes nécessaires, pour l'emploi, l'éducation, les retraites », rappelle Karin Cvrtila, de l'institut de sondage autrichien OGM. L'analyste politique Johannes Pollak estime, quant à lui, qu'« il est tombé à cause des querelles internes sur l'attitude qu'il conviendrait d'adopter face à l'extrême-droite ».

Qui va le remplacer à la tête du parti. Sachant que le candidat d'extrême-droite Norbert Hofer (36 % au premier tour) a annoncé que s'il est élu président de la République, il nommera Chancelier tout candidat proposé par la gauche. Qui acceptera, au sein du SPÖ, de diriger le gouvernement d'un pays potentiellement présidé par un homme populiste et xénophobe ?

Laure de CHARETTE.

Panama : les fraudeurs ont le temps

La France mettra le pays sur la liste des paradis fiscaux. Mais les mesures ne prendront effet qu'au début de l'année prochaine.

Après le scandale « Panama papers », la France a ajouté en urgence le Panama à la liste des « États et territoires non coopératifs » (ETNC) en matière fiscale, autrement dit les paradis fiscaux, le 8 avril. Le Panama figurait sur cette liste jusqu'en 2011.

Ce que le ministre de l'Économie Michel Sapin a oublié de dire, c'est qu'en vertu du code des impôts, l'inscription sur la liste des ETNC ne peut être suivie d'effets avant le 1^{er} janvier de l'année suivante. Donc, la France ne pourra pas prendre de mesures de rétorsion contre le Panama avant 2017.

Les fraudeurs ont donc presque huit mois pour disparaître tranquillement, en toute impunité. Nul doute que les cabinets d'avocats spécialisés sauront leur proposer une solution...

Surtout, l'inscription du Panama sur la liste des « paradis fiscaux » n'est pas une évidence. Ce pays a signé une convention d'assistance fiscale avec la France. L'affaire des « Panama papers » ne suffit pas à prouver en soi que le Panama ne coopère pas avec la France.

Le ministère devra encore prouver



Les fuites sont parties du cabinet d'avocats Mossack Fonseca.

la non-coopération du Panama, sinon un contribuable pourra contester la procédure fiscale au motif que le Panama ne remplit pas les conditions précises pour figurer sur cette liste qui ne rassemble que six États en 2016 (Botswana, Brunei, Guatemala, les îles Marshall, Nauru, Niue).

Jacques DUPLESSY.

Le Consortium international des journalistes d'enquête (ICIJ) a rendu public, hier, sur Internet, le nom de centaines de milliers de sociétés établies dans des paradis fiscaux et de ceux qui y sont associés. Jusqu'à présent, seuls les journalistes associés au ICIJ avaient eu accès à cette base de données.

Grèce : ses créanciers plus avenants

Le pays a besoin de nouvelles aides. Après une réunion à Bruxelles, hier, un accord pourrait être trouvé en mai.

Une fois n'est pas coutume. La Grèce n'est pas apparue, hier, comme le vilain petit canard de la zone euro. Le pays est arrivé avec des gages à la réunion des ministres des Finances, à Bruxelles. Il avait fait adopter, dimanche, par son Parlement, deux réformes majeures - mais contestées - l'une sur les retraites, l'autre sur l'impôt. À l'issue de la réunion, le pays a vu son ciel s'éclaircir. Un accord devrait être finalisé dans les prochains jours.

Le déblocage d'une tranche d'aide devrait suivre, issue du troisième plan de sauvetage datant de l'été 2015 (86 milliards d'euros). Il y a urgence, car il a une grosse dette à rembourser le 20 juillet.

D'autre part, il souhaite l'allègement de sa dette colossale : plus de 310 milliards d'euros, soit près de 180 % son produit intérieur brut. Le sujet est dans les cartons depuis longtemps, mais l'Allemagne, premier créancier de la Grèce, freine des quatre fers.

Alléger la dette grecque ? Les ministres en ont enfin parlé, hier. Le Fonds monétaire international (FMI) est pour, comme la France, qui estime que « les Grecs ont fait tous les efforts que nous leur avons demandé de faire ».

Une chance aussi : l'Allemagne,



Le vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel montre aussi plus d'ouverture.

réputée pour son intransigeance, est apparue divisée. Le sévère ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, reste sur la défensive. Il veut d'abord qu'on vérifie si la dette grecque est vraiment insoutenable... Mais le vice-chancelier allemand, Sigmar Gabriel, estime qu'il est temps de s'y pencher.

Saigné depuis plus de six ans par une âpre austérité, le pays ne se relèvera pas sans un coup de pouce sur sa dette. La route sera longue : les deux premiers plans de sauvetage ne seront épongés qu'en 2054.

Carine JANIN.

Ouest-France : cap sur l'élevage et l'alimentation

Ouest-France organise à Rennes, le 12 septembre, veille du Space, « Terre 2016 », les premières Rencontres de l'élevage et de l'alimentation.



On ne nourrira pas le monde sans paysans. Alors que l'agriculture affronte une crise majeure, avec des conséquences humaines, sociales, économiques très lourdes, il faut redire le rôle essentiel du monde rural dans la société d'aujourd'hui.

Quand l'agriculture souffre, la société tout entière doit s'interroger sur ce qu'elle veut. Une nourriture abondante ? Saine ? Pour le plus grand nombre ? Comment y prétendre sans des filières agricoles solides, organisées et des circuits commerciaux permettant aux agriculteurs de vivre décemment de leur métier ? L'enjeu est considérable.

C'est pour répondre à ces questions que Ouest-France organisera, lundi 12 septembre, à l'École supérieure de commerce de Rennes, les premières Assises de l'élevage et de l'alimentation (1).

Initiatives innovantes

Adossée au Space, salon européen de l'élevage, « Terre 2016 » réunira des acteurs des filières agricoles et agroalimentaires, des grands témoins, des personnalités politiques, scientifiques, françaises et étrangères. Une première destinée à se renouveler chaque année.

Animées par des journalistes spécialisés, les tables rondes évoqueront les évolutions des modes de consommation et les attentes des



Avec Terre 2016, Ouest-France mettra en avant les enjeux de l'agriculture.

éleveurs dans leurs efforts d'adaptation. La journée sera également l'occasion de présenter des initiatives innovantes, en France et à l'étranger, qui anticipent de nouveaux modèles agricoles, et des rapports assainis entre agriculteurs, industrie agroalimentaire et distributeurs.

« Terre 2016 » abordera de nombreux sujets d'actualité : qualité, circuits courts, place des antibiotiques et des pesticides, nouvelles tendances, segmentations des mar-

chés, coûts de production... Les réflexions seront également enrichies d'interventions de grands témoins comme Dacian Cioloș, Premier ministre roumain, ancien commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, ou Michel Barnier, ancien ministre et ancien commissaire européen à la politique régionale.

Après le lancement de La lettre Agri-Agro, newsletter spécialisée (inscriptions sur www.entreprises.ouest-france.fr), la rédaction de Ouest-France entend poursuivre ses efforts pour sensibiliser ses lecteurs aux enjeux de l'agriculture et de l'alimentation. « Terre 2016 » rappellera le rôle irremplaçable des agriculteurs et des filières agroalimentaires dans l'économie mondiale.

François-Xavier LEFRANC.

(1) Renseignements sur www.assisesdelaterre.com.

Le monde et l'Europe en bref

Les Philippines élisent le Trump asiatique



Le candidat populiste Rodrigo Duterte a remporté une large victoire à la présidentielle de lundi, à l'issue d'une campagne outrancière. L'avocat et maire de la grande ville de Davao (sud), 71 ans, disposait de 5,84 millions de voix d'avance sur son rival le plus proche alors que moins de 12 % des bulletins restaient à dépouiller. Pendant la campagne, l'impécateur Duterte, que les mé-

dias philippins comparent à l'Américain Donald Trump, a ainsi promis de juguler la violence en menaçant directement les criminels : « Je vais vous tuer ». Dénonçant l'échec des élites, il prétend aussi court-circuiter le Congrès pour imposer ses décisions. L'an dernier, il avait copieusement insulté le pape François, dont la visite avait provoqué d'énormes embouteillages à Manille.

La Lettre Agri-Agro décrypte l'actualité agricole

Chaque mardi, la Lettre Agri-Agro d'Ouest France vous est proposée au tarif de 1 € par mois pendant deux mois puis à 8 € par mois ou 4 € pour les abonnés à Ouest-France. Pour plus de renseignements, appelez le service Clients au 02 99 42 44 10 (prix d'un appel local). Cette newsletter décrypte l'actualité avec des sujets exclusifs, offrant une vision

synthétique de l'actualité agricole et agroalimentaire, des agroéquipements, de la recherche. Un service d'alertes vous permet également de suivre l'actualité des filières, au jour le jour, tout au long de la semaine. La lettre, rédigée par les journalistes du service agricole et économique d'Ouest-France, vous est livrée par mail chaque mardi matin, à 6 h.

L'Onu veut un « pacte mondial » pour les migrants

Les Nations unies ont proposé, hier soir, de mettre en place un « pacte mondial » pour tenter de résoudre la plus grave crise migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale. Objectif : organiser l'accueil, chaque année, d'au moins 10 % des 60 millions de

réfugiés et déplacés comptabilisés sur la planète. « En partageant les responsabilités, il n'y aurait plus de crise pour les pays d'accueil », a estimé Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'Onu, en appelant à dépasser l'ignorance et la xénophobie.

Aide aux minorités persécutées au Moyen-Orient

Les réfugiés, chrétiens ou d'autres religions, persécutés par l'État islamique et obligés à un exode terrible nous incitent à lancer un appel. Vous pouvez adresser vos dons à Ouest-France Solidarité, Aide aux minorités persécutées au Moyen-Orient, 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9 ou, via Internet, sur le site ouest-france-solidarite.org. Un reçu fiscal vous sera adressé.



Un événement **ouest france** avec **SPACE**

Les rencontres de l'élevage et de l'alimentation

Lundi 12 septembre
ESC Rennes
School of Business

Assises de l'élevage et de l'alimentation

Pour tout savoir : www.terre2016.com